Compte rendu synthétique de la séance du Conseil municipal du 16 octobre 2012.

La séance était présidée par le Maire, Xavier JEAN.

Tous les élus étaient présents à l'exception de B. DREYFUS, pvr à F. BIDAN ; R. RICHARD, pvr à I.JESTIN ; Ph. BAZIRE, pvr à R. LE RU, G. SALAUN, pvr à JL. MILIBN & JL. HEBERT, pvr à P. LAMOUR.

A. BOTQUELEN, absent et non représenté.

AM. LE GOASTER & M. QUELLEC sont désignés comme secrétaires de séance.

Le compte rendu de la séance du 19 septembre 2012 est approuvé à l'unanimité.

Le Maire introduit la séance en rappelant qu'elle a été provoquée pour examiner une question essentielle : la mise à l'étude d'une AVAP.

L'Architecte des Bâtiments de France, avec lequel les élus à l'urbanisme et au patrimoine entretiennent des relations régulières, a en effet invité la commune à concrétiser rapidement son intention de mettre ce dossier à l'étude. De cette manière les travaux envisagés de longue date pourront rapidement être initiés, et la commune bénéficiera de subventions intéressantes.

Mise à l'étude de l'Aire de mise en Valeur du Patrimoine.

Le Maire, Xavier JEAN, l'adjoint aux travaux et à l'urbanisme, Jean-Luc MILIN, et l'adjoint à la culture et au patrimoine, Marcel QUELLEC, expliquent à l'assemblée qu'il est essentiel qu'une Aire de mise en Valeur du Patrimoine soit instaurée au CONQUET.

En effet, chacun s'accorde à reconnaître que le patrimoine architectural du centre-ville, du cœur de Lochrist, du quartier du Croaë, des espaces portuaires ou surplombant la ria, encore de la corniche de Portez... se caractérise par la présence d'éléments architecturaux et historiques de très grande qualité. Dans plusieurs sites une cohérence et une homogénéité remarquable de ces espaces participent au charme de la commune, pour ses habitants comme pour ses visiteurs.

Ce patrimoine n'est malheureusement pas protégé aujourd'hui, et les règles du Plan Local d'Urbanisme ou du Code de l'Urbanisme, qui ne permettent que de refuser des projets portant manifestement atteinte au caractère des lieux avoisinants, ne garantissent pas la préservation ou la reconquête de la qualité des paysages bâtis ou naturels.

L'AVAP, qui remplace depuis 2011 les Zones de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager, est l'outil idéal pour assurer la protection de la qualité des paysages de la commune.

Elle est élaborée par une commission locale réunissant élus, personnalités qualifiées et services de l'Etat (Préfecture, DDTM, DREAL), assistée de chargés d'études spécialisés, sous la « maîtrise d'œuvre » de l'architecte des bâtiments de France et des services de l'architecture et du patrimoine.

C'est cette commission qui déterminera le périmètre précis de l'AVAP.

Au cours des travaux d'élaboration de l'AVAP une concertation est organisée avec la population et les associations représentatives.

Instaurée dans les quartiers remarquables, elle offre aux pétitionnaires un guide clair et des prescriptions explicites pour concevoir leurs projets.

Annexée au PLU c'est aussi une servitude d'utilité publique que doivent impérativement respecter les autorisations de construire, sous le contrôle des services territoriaux de l'architecture et du patrimoine.

L'AVAP sera opposable une fois qu'elle sera approuvée par la CRPS et le Conseil municipal.

Le Conseil municipal,

à la majorité (abstentions d'I. JESTIN et de R. RICHARD ; opposition d'AM. LE GOASTER) :
d'approuver le principe de la mise à l'étude d'une AVAP au CONQUET,

à l'unanimité :

- de désigner les membres suivants de la commission locale qui assurera le suivi des travaux
 - o élus : Xavier JEAN, Jean-Luc MILIN, Marcel QUELLEC, Françoise BIDAN, Marie-Aude LAINE

- personnalités qualifiées au titre de la connaissance du patrimoine et de l'histoire locale : Jean-Pierre CLOCHON, historien, et Philippe GAY, Président de l'ASPECT,
 - personnalités qualifiées au titre de la connaissance de l'économie et du champ touristique local : un des co-Présidents de l'Union des Commerçants ou leur représentant et Aurélie PINNA, directrice de l'Etablissement Public « Office Municipal de Tourisme »
- de définir ainsi les modalités de la concertation : articles dans le bulletin communal, une réunion d'information avec les associations intéressées et une réunion publique.
 - de mandater le Maire pour lancer la consultation préalable à la désignation d'un bureau d'étude,
 - de solliciter le co-financement de l'étude auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles de BRETAGNE, conformément au plan de financement prévisionnel suivant :

Montant prévisionnel des dépenses	100 %	70 000 €
Subvention DRAC / Ministère de la Culture	50 %	35 000 €
Part communale	50 %	35 000 €

AM. LE GOASTER explique son vote par les arguments suivants : l'avis de l'ABF (Architecte des Bâtiments de France) sera systématiquement requis, et ce sera un avis conforme ; l'AVAP s'intéresse trop aux détails, ce qui peut être pénalisant, elle induit l'implication d'un bureau d'étude et des frais importants et elle est opposable longtemps, sans modification aisée. Elle considère qu'une règle trop précise et détaillée peut être contraignante car elle lie les mains des élus dont la marge d'action est réduite. Sur la forme elle reprend à son compte une idée avancée par J. LE GUILLOU ; le travail ne sera pas achevé avant les prochaines municipales, cela peut en contrarier la concrétisation.

J. LE GUILLOU reconnaît que le travail aurait dû être initié plus tôt mais considère qu'une commune ne peut cesser de fonctionner deux ans avant les prochaines élections.

F. BIDAN insiste pour rappeler que le zonage de l'AVAP ne devra pas être trop étendu, elle ne souhaite pas que soient instaurées des contraintes artificielles hors des secteurs où les enjeux sont forts.

Elle considère, même si elle est consciente des contraintes qui seront créées par l'AVAP, qu'elle est cependant nécessaire dans le centre ville, où un outil est indispensable pour protéger le patrimoine et guider les personnes qui souhaitent construire.

AM. LE GOASTER conclut en soulignant ses craintes quant à une approche trop conservatrice de la part de l'Architecte des Bâtiments de France, dont elle pressent qu'il voudra systématiser les toits à double pente.

Mandat au maire pour approuver le marché d'aménagement de la Rue PASTEUR, après avis de la commission d'appel d'offres.

Le Maire, Xavier JEAN, l'Adjoint aux Finances et à la Vie économique, Jacques LE GUILLOU et l'Adjoint aux Travaux, aux Ports et à l'Urbanisme, Jean-Luc MILIN, indiquent à l'assemblée délibérante que, comme prévu lors de l'approbation du budget primitif de la commune, une consultation a été lancée pour désigner l'entreprise attributaire du marché d'aménagement de la rue PASTEUR.

Ces travaux consistent en :

Tranche ferme entre la Rue Albert de MUN et la place Charles MINGUY :

- mise en oeuvre d'un tapis d'enrobé,
- création de trottoirs de 1.40 m,
- réalisation d'un réseau d'eau pluviale,
- création d'un plateau ralentisseur et modification du carrefour cabinet médical/place Charles MINGUY

Tranche conditionnelle entre la Place Charles MINGUY et la rue JOURDEN : réfection de bordures et reprise du tapis d'enrobé.

La consultation a été effectuée par le biais d'une annonce diffusée à compter du 12 septembre 2012 sur le site internet « marches-publics.info ». Quatre entreprises ont remis une offre pour le 5 octobre 2012.

Les quatre sociétés présentaient les capacités nécessaires pour mener à bien cette opération.

Une négociation a été mise en oeuvre ; les 4 soumissionnaires ont accepté de baisser leur prix, mais deux d'entre eux ont présenté leurs rabais hors délais. A l'issue de cette négociation, c'est la société MARC SA - BREST - qui est la moins et la mieux disante.

La commission d'appel d'offres a donc proposé d'attribuer le marché à la société MARC SA, pour la somme de 112 041.05 € hors taxes / 134 001.09 € toutes taxes comprises. Approbation à l'unanimité.